

Italiens, Allemandes, Britanniques, Autrichiennes, Espagnoles, Français ... Européens-nes

# Pourquoi suis je concerné par la stratégie de Lisbonne et le processus de Bologne ?

Le but de cette stratégie est l'édification d'un marché européen de l'enseignement supérieur et de la recherche. Au nom de la « compétitivité », ces réformes obligent les Universités à **recourir à des financements privés** ou augmenter les droits de scolarité, faire disparaître des diplômes, des enseignements non rentable, de nombreux postes ou à briser de nombreuses vocations.

Elles creusent les **inégalités** en contraignant de plus en plus d'étudiants à un **endettement massif** qui décourage les plus démunis de la poursuite des études. Le service public est sacrifié à la rentabilité : sur le « marché du savoir », **les étudiant-e-s sont sélectionné-e-s en fonction de leurs ressources**. Avec la mise en place de méthodes de gestion managériales, la précarisation des personnels, l'accroissement du pouvoir des entreprises, **le savoir tend à être mis entièrement au service des intérêts économiques, au détriment de ses fonctions sociétales**, et les filières jugées « peu rentables » sont le plus souvent promises à la disparition...

## Un processus en marche depuis 10 ans dans toute l'europe :

Le **Royaume Uni** est le pays où la réforme est la plus avancée et **presque achevée**. Les frais de scolarité s'élèvent à **10 000 euros, partiellement remboursés par l'Etat**. Les étudiants ont à la fin de leurs études sont endettés en moyenne à hauteur de **35 000 euros**.

En **Italie**, les réformes ont été engagées dès **1999** avec la mise en place d'équivalents du LMD et de la LRU et de la réforme du statut des enseignants-chercheurs (2005). Les frais d'inscription en lettre s'élèvent désormais à **1800€ par an**. Le financement public aux universités a été supprimé en 2009 et les frais d'inscription devraient atteindre **8000€ par an**.

En **Espagne**, les réformes ont été engagées en **2004** avec la privatisation et l'autonomie décisionnelle et financière des universités. Elles ont été poursuivies par le **gouvernement Zapatero**. **Les universités sont en concurrence et délivrent de ce fait des diplômes qui ne sont pas équivalents**. La formation des enseignants a aussi été réformée pour la vider de son contenu pédagogique (cf. masterisation en France).

En **Allemagne**, la privatisation de l'université commence dès **2005** avec **l'entrée des entreprises dans les instances de direction**. On observe une **augmentation des frais d'inscription dans 6 länder sur 16**. L'exécutif est renforcé au mépris des instances de représentation des étudiants, professeurs et personnels. A **Hambourg**, **l'université a des partenariats avec les entreprises de l'armement nucléaire**. En 2001, les étudiantEs engagent les premières luttes contre la hausse des frais d'inscription. En 2005, des manifestations sont organisées. En 2006, de nouveaux modes d'action apparaissent : blocages d'autoroutes, de centres commerciaux...

En **France**, le basculement s'opère avec la loi dite du « **Pacte pour la recherche** » de **2006** et la **Loi relative aux libertés des universités (LRU[1])** de **2007**, qui a donné lieu à de fortes mobilisations étudiantes. **La réforme LMD de 2002**, au lieu d'harmoniser les diplômes français entre eux et avec les diplômes européens, a créé de multiples inégalités dans le système d'éducation, et ceci va de pair avec la disparition progressive des conventions collectives.



En parallèle du contre sommet qui se tiendra à Vienne du 11 au 14 mars, et dans le cadre d'une mobilisation européenne contre la stratégie de Lisbonne et le processus de Bologne, nous appelons à ce que toutes les universités se mobilisent par toutes les initiatives et tous moyens d'actions possibles (distributions de tracts, banderoles, débats-conférences, sittings bruyants ou silencieux, grève, manifestations...). Nous devons montrer et faire entendre qu'une autre Europe existe, une Europe résistante et en mouvement...

¡NO PASARAN!!



## Contre le partage des misères... la solidarité des grèves!

Les mouvements sociaux dans les universités percent l'épaisse couche de consensus qui prévaut dans les institutions : sous prétexte d'« harmoniser » les systèmes d'enseignement supérieur, le **processus de Bologne** prépare leur mise en **concurrence** et privatisation rampante. Il s'inscrit dans la stratégie de Lisbonne, dite pour « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde », et qui a guidé les politiques européennes depuis dix ans. Celle-ci prévoit entre autres choses l'édification d'un **marché européen de l'enseignement supérieur et de la recherche**. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les récentes réformes mise en œuvre au niveau national dans les différents pays européens.

Le  
**12 Mars,**  
Tous en grève  
Pour une autre  
Europe des  
Universités!!!

L'éducation est l'une des plaques tournantes du système, sa transformation traduit et détermine des **rapports de forces nouveaux dans la société, qui pèsent sur les droits sociaux des (futurs) travailleurs/chômeurs.**

C'est en effet tout un modèle social que la stratégie de Lisbonne entreprend plus largement de **déconstruire**, en poursuivant un objectif général de **déréglementation et dérégulation**. Ce n'est pas seulement le monde de la connaissance qui est attaqué mais aussi celui du **travail, flexibilisé et précarisé**, les **grands services publics**, tels que l'énergie ou les transports, qui sont **soumis à la concurrence, désorganisés et privatisés**, les systèmes de solidarités et de redistribution grignotés par le **dumping social et fiscal**, l'**environnement ravagé** par les logiques productivistes d'une pseudo « croissance économique durable » ...

Par la nécessaire « adaptation à la mondialisation », on justifie ainsi toutes les régressions sociales et catastrophes écologiques, alors même que c'est la Commission européenne de concert avec les gouvernements qui a développé le **libre-échange comme moyen de faire peser une contrainte sur les choix publics**. L'objectif de ces politiques est d'augmenter toujours plus les **profits et revenus des classes dominantes**, et d'**asseoir leur pouvoir à la fois économiquement et culturellement**. Quand la Commission européenne ambitionne de « diffuser dès les petites classes l'esprit d'entreprise », **ce n'est pas seulement le savoir, mais aussi la pensée et la société entière au service d'une minorité détenant le pouvoir économique.**

### Une mobilisation européenne qui se construit :

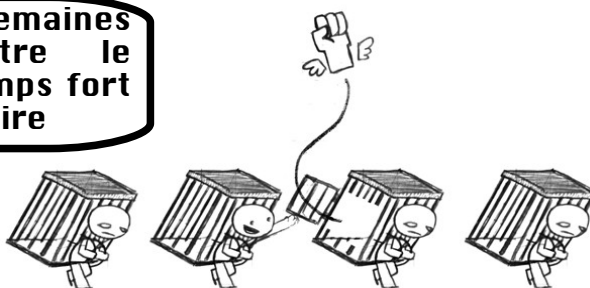
Aujourd'hui, **des mobilisations s'amplifient dans toute l'Europe** face à la marchandisation du savoir.

Alors que les Etats vont célébrer à Vienne, les **11 et 12 mars**, les **dix ans du processus de Bologne**, des réseaux étudiants et universitaires appellent à l'action et préparent un **contre-sommet militant**. Les **appels à la grève le 11 mars** se multiplient en en Autriche, en Allemagne, en Italie... Un sommet alternatif sera organisé à Bruxelles à l'occasion du **conseil européen des 25 et 26 mars** qui fera le bilan de la **stratégie de Lisbonne**.

Les résistances et mobilisations doivent **converger, ici et en Europe**, contre toutes ces attaques, contre la précarité, le chômage, la casse des solidarités et des services publics, le pillage de l'environnement, la marchandisation du savoir...

Nous devons mettre en réseau et solidariser les luttes en Europe, initier un nouveau processus militant, amorcer les premiers contours d'un **contre-système éducatif qui irait de pair avec une nouvelle définition des priorités économiques et sociales.**

Des 11 au 25, deux semaines  
d'actions locales contre le  
Processus de Bologne. Temps fort  
le 12 Mars avec le secondaire



**Sud**  
Solidaires  
Solidaires Unitaires Démocratiques  
étudiant

**Appel à une grève européenne  
contre la marchandisation du savoir**

**B** bologna  
burns!